

FRANCE

Vingt Ans Après Tchernobyl, Des Retombées Judiciaires Tardives

PARIS--Le souvenir de Tchernobyl a commencé à s'estomper dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest. Mais pas en France, où le débat fait encore rage au sujet de l'attitude du gouvernement lors de l'explosion, en Ukraine, du réacteur nucléaire de Tchernobyl en 1986 qui répandit des matières radioactives au dessus d'une grande partie de l'Europe. Le débat est entré dans une nouvelle phase la semaine dernière quand une juge décida la mise en examen de l'ancien chef, maintenant âgé de 82 ans, du service gardien de la sécurité nucléaire, accusé d'avoir dissimulé l'étendue réelle des retombées il y a 20 ans.

Pierre Pellerin était à cette époque Directeur du Service Central de Protection contre les Rayonnement Ionisants (SCPRI). Par des annonces rassurantes faites après la catastrophe, le SCPRI affirma que les retombées radioactives n'avaient atteint un niveau dangereux nulle part en France. En conséquence, le Gouvernement Français ne prit aucune des mesures de précaution - telles que interdictions de consommer du lait frais, des fruits ou légumes provenant de régions concernées - mises en œuvre dans des pays voisins.

Les parties civiles opposées à Pellerin - quelque 500 patients thyroïdiens, leur association nationale et un groupement appelé Commission pour la Recherche Indépendante et l'Information sur la Radioactivité (CRIIRAD) - accusèrent Pellerin, en 2001, d'avoir sous-estimé les risques afin de prévenir un retournement de l'opinion publique contre l'énergie nucléaire qui fournit près de 80% de l'électricité française. Ils prétendent qu'il en résulta un accroissement de la fréquence des cancers de la thyroïde dans l'Est de la France et en Corse, régions les plus touchées par les retombées.

Une étude d'experts non publiée conduite à la demande du juge par le docteur Paul Genty et par Gilbert Mouthon, vétérinaire et expert en sécurité alimentaire, basée en partie sur des documents saisis au SCPRI conclut, selon des

rapports de presse, que les informations du SCPRI à l'époque n'étaient "ni complètes ni précises". Les deux scientifiques auraient écrit que, par le biais de mesures de radioactivité moyenne pour chacun des 95 départements français, le SCPRI a occulté des valeurs locales beaucoup plus élevées.

Sur la base de cette étude, la juge accuse Pellerin de "tromperie aggravée". Pellerin dénie toute faute. Bien que le procès puisse ne jamais avoir lieu, les investigations "devraient finalement conduire à plus de clarté", dit Marcel Boiteux, ancien patron de EDF, qui croit que, au pire, Pellerin peut s'être attaché à éviter la panique. Boiteux, ainsi que Georges Charpak, Prix Nobel de physique, et une soixantaine d'autres personnalités ont écrit une lettre ouverte au Président Jacques Chirac condamnant les "odieuses attaques" contre Pellerin en qui ils reconnaissent "un grand serviteur de l'Etat".

Même si le SCPRI a rosi le tableau, les effets potentiels de Tchernobyl sur la santé des français sont difficiles à établir. Il est bien connu que l'iode 131 radioactif se fixe préférentiellement sur la thyroïde et peut induire un cancer, en particulier chez les enfants. Et le cancer de la thyroïde progresse en France. Mais des études ont montré que cet accroissement a commencé en 1975 ou avant, qu'il n'y a eu aucune accélération après 1986 et que les pays non affectés par les retombées de Tchernobyl ont connu le même accroissement. Cependant, le président de CRIIRAD, Roland Desbordes, maintient qu'une étude épidémiologique ordonnée par la juge et portant sur la population corse âgée de moins de 15 ans en 1986 - et donc spécialement vulnérable à l'iode 131 - démontrera l'"effet Tchernobyl".

Selon une étude de l'ONU sur l'héritage Tchernobyl, publiée l'an dernier (*Science*, 14 avril, p.180), environ 4000 enfants et adolescents en Ukraine, Belarus et Russie ont développé un cancer de la thyroïde, mais il est curable dans 99% des cas. Un accroissement en France serait surprenant, selon Shunichi Yamashita, expert en radiations auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé à Genève (Suisse). "Il n'y a pas d'effet Tchernobyl en France" écrit un groupe de 50 médecins et scientifiques dans une lettre ouverte aux patients, publiée dans le quotidien *Libération*. Le problème, disent-ils, est que les malades français sont devenus "les otages d'un lobby juridico-médical antinucléaire".

-MARTIN ENSERINK